

Lettre électronique des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique n°4

Sommaire :

- Industrie : conditionner les aides
- Adecr 44/ A.G
- Municipales 2014 à Nantes
- Lettre des députés
- 400 élus vent debout au sénat
- CONTACTS REDACTEUR :
- robin.salecroix@hotmail.fr
- - tél.: 06.23.28.64.29

Agenda :

- Les prochaines séances de Conseils municipaux sont prévues:
- **Nantes**
Vendredi 28 juin 2013
- **St Herblain**
24/06/13 à 17h00
- **Couëron**
Le 24 juin 2013 à 19h
- **Conseil communautaire le 24 juin 2013**
- **Réunion du pôle métropolitain Nantes St Nazaire le 14 juin**



Industrie : conditionner les aides publiques est une exigence !

Pour aider la navale, conditionner les aides à STX !

Conformément à son vote de Novembre, le groupe des élus communistes au conseil régional des Pays de la Loire n'a pas approuvé le soutien au plan de formation de STX.

D'une part, il conduit à la formation certifiant en vue d'un prêt de main d'œuvre vers l'aéronautique pour 28 salariés. Nous le répétons : plus un emploi ne doit quitter la navale.

D'autre part, la commande du paquebot Oasis doit profiter aux salariés et aux entreprises du bassin d'emploi en priorité et nous demandons des actes clairs de la direction de STX.

Dans le dispositif de conditionnalité des aides publiques régionales gagné par les élus communistes, un « contrat de progrès » est en discussion avec STX pour accompagner notamment l'appui au plan de formation.



Philippe Denis
Conseiller Régional

Président de la Commission régionale d'évaluation et de suivi des aides publiques
1er Vice-Président de la commission Finances, personnel, affaires générales, travaux, communication et démocratie

Groupe Communiste Région - PAYS DE LA LOIRE



Il doit servir à obtenir des garanties sur l'emploi à STX et chez les sous-traitants.

C'est pour que chaque euro d'argent public soit socialement utile et écologiquement responsable que les élus communistes se battent pour obtenir le contrôle et la conditionnalité des aides publiques.

C'est plus nécessaire encore dans des situations comme celle que traverse la navale française et les inquiétudes liées à l'annonce des intentions de cessions d'actifs par l'actionnaire coréen.

Aujourd'hui, STX nous doit des comptes ! Seules des aides publiques

conditionnées et contrôlées peuvent garantir le soutien de l'emploi et du développement économique dans la navale comme ailleurs.

Philippe Denis

Président du groupe des élus communistes au Conseil Régional des Pays de la Loire

Président de la Commission Régionale d'Évaluation et de Suivi des Aides

Appel à contribution !

Elu-e-s, collaborateurs, envoyez vos informations aux contacts ci-dessous pour donner à voir votre activité et vos combats auprès de la population et dans vos collectivités respectives ! **Nous comptons sur vous !**
@ : robin.salecroix@hotmail.fr

ADECRA 44 - Assemblée Générale -

La prochaine assemblée générale de l'ADECRA de Loire-Atlantique se tiendra le :

Le jeudi 13 juin 2013 à 18h00 à la salle de l'Erdurière

Lieu dit de l'Erdurière

44220 Couëron

A l'ordre du jour de cette assemblée :

- Point sur l'acte III de la décentralisation
- Enjeux des prochaines échéances électorales

La présence d'un maximum de camarades à cette assemblée générale est essentiel.

En + : Vous trouverez au lien suivant (à copier dans votre navigateur) ou en flashant ce QR code le powerpoint « Municipales 2014 : situation nationale, locale, rapports de force aux derniers scrutins et modalités de scrutin »

<http://linkii.net/fil>



? : Le code QR est un type de code-barres en deux dimensions . L'agencement de ces points définit l'information que contient le code. Il vous permet une fois flashé avec votre mobile (lphone, Bb ...) de vous rendre directement sur le lien mentionné et de retrouver le document demandé.



Lettre électronique des élus

Municipales 2014 à Nantes !

Les infos en +

*Colloque national de l'institut
d'histoire sociale*

Pour accéder à l'intervention de
Gilles Bontemps, suivez ce lien
(copier dans votre navigateur)

<http://linkii.net/y0j>

Refondation de l'école

Pour accéder à l'explication de vote
des députés communistes suivez ce
lien

<http://ick.li/9qFNFS>



« Les députés
communistes
demeurent plus que
jamais mobilisés pour
le progrès social et
non simplement
sociétal ».



Pour accéder à la dernière
résolution du C.N du PCF
traitant notamment des
prochaines municipales, suivez
ce lien :

<http://www.pcf.fr/40504>

Patrimoine des élus, article de
l'humain et point de vue d'A.

Chassaigne ici : <http://linkii.net/>

h0r

Rendre politique la demande populaire !

Place au peuple ! Trois soirées
d'échanges et de débats

-> **Le 7 juin à 19h**

Salle du DRAC à Bellevue - rue du
Drac — Nantes Echanges sur la
politique du logement à Nantes

-> **Le 12 juin à 19h**

au Mon Soleil Café, 11 Chaussée de
la Madeleine - Nantes La culture et le
sport seront au rendez-vous !

-> **Le 24 juin à 19h**

au Flesselles, 3 allée Flesselles -
Nantes Services publics : Quelle
nouvelle étape pour les transports
publics à Nantes ?

Un immense défi est
devant nous, celui
que Nantes, dont la
majorité est à
gauche – une gauche

rassemblée - depuis 1977 engage une
nouvelle étape de la politique
municipale pour un nouveau cap à
gauche. Parce qu'avec l'aggravation de
la crise capitaliste, la gauche est à la
croisée des chemins : soit elle cède
aux injonctions des marchés
financiers en s'engageant dans la voie
de l'austérité et renonce à répondre
à une partie des besoins de la
population ; soit elle engage une
nouvelle étape de la politique
municipale solidaire et réponde ainsi
à toutes les exigences sociales,

Un nouveau cap à gauche
pour les nantaises et les nantais

**Débats
Publics**



écologiques et démocratiques des
nantais-ses.

Engager une nouvelle étape de la
politique municipale pour un nouveau
cap à gauche à Nantes, c'est
continuer d'avancer vers l'objectif
que les communistes ont placé depuis
longtemps au coeur de leur ambition
pour notre ville : celui de faire de
Nantes une ville pour toutes et tous,
une ville solidaire et démocratique !

Lettre des députés communistes, républicains et citoyens !

L'éditorial d'André Chassaigne

Président du groupe GDR (Gauche
démocrate et républicaine) et porte-
parole des député-e-s du Front de
Gauche

A l'occasion de la journée réservée à
l'examen de nos propositions de loi
(jeudi 16 mai), notre combat
politique pour une société plus juste
s'est traduit par trois textes sur :
l'amnistie des faits commis à
l'occasion de mouvements sociaux et
d'activités syndicales et
revendicatives ; l'interdiction des

licenciements boursiers et les
suppressions d'emploi abusives ; et la
suppression du mot « race » de notre
législation. Trois propositions aux
sorts contrastés. C'est au nom des
valeurs de la gauche que nos autres
propositions de loi auraient dû
rencontrer le même soutien.
Malheureusement, les députés
socialistes et le gouvernement ont
renvoyé l'« amnistie sociale » en
commission avant de rejeter
purement et simplement l'« in-
terdiction des licenciements
boursiers ». Des fins de non-recevoir

lourdes de sens sur les orientations -
ou plutôt les dérives - d'une majorité
cédant de plus en plus aux sirènes du
MEDEF et de la pensée libérale. Face
à ces reculades gouvernementales, les
députés du Front de gauche
demeurent plus que jamais mobilisés
pour le progrès social et non
simplement sociétal.

En + : Pour accéder à la lettre
complète suivez ou
copiez ce lien ou
flashez ce QR code



<http://linkii.net/0r5>

ANECR / 400 élus vent debout au Sénat contre l'acte III

Les élus communistes et républicains
ont ouvert le bal des manifestations,
jeudi 30 mai, devant les portes du
palais du Luxembourg, alors que
s'ouvraient les discussions
parlementaires sur le premier projet
de loi de décentralisation.

Venus des quatre coins de France, ils
ont enchaîné les interventions, sans
laisser leur détermination se diluer
dans la pluie et la grisaille.

De la Sarthe à la Seine Maritime en
passant par le Nord et les Bouches-
du-Rhône, la résistance s'organise
pour « refuser la régression des
libertés publiques », comme l'a

affirmé Dominique Adenot, maire de
Champigny/Marne et président de
l'ANECR.

De son côté Gabriel Charroux,
député maire de Martigues a
témoigné de la bataille qui grandit sur
son territoire pour repousser la
création d'une métropole
marseillaise. Sur les 119 maires du
département, 109 s'opposent
frontalement au projet de Marylise
Lebranchu et l'ont bien fait savoir en
montant à Paris ce même jour. La
nouvelle collectivité lyonnaise qui
pourrait être instituée sans
consultation des citoyens, a aussi été
largement critiquée.

